



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme  
de la commune de Mornant (69)  
dans le cadre d'une déclaration de projet**

Décision n°2018-ARA-DUPP-00912

**Décision du 24 août 2018**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 2 mai 2018, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2018-ARA-DUPP-00912, déposée par M. le Maire de Mornant le 26/06/2018, relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mornant (69) dans le cadre d'une déclaration de projet visant à permettre l'extension d'une zone d'équipements existante dans le secteur Arches/Grange Dodieu, située au Nord de la commune ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône en date du 31 juillet 2018 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 27 juin 2018 ;

**Considérant** que le projet de mise en compatibilité du PLU consiste principalement à actualiser le plan de zonage et à modifier le règlement pour permettre l'extension de la zone d'équipements du secteur Arches/Grange Dodieu, en :

- inscrivant ladite extension actuellement localisée en zone à urbaniser agricole (A), dans une zone urbaine UEc dédiée aux équipements publics à vocation culturelle et de loisirs, en continuité de l'enveloppe urbanisée du bourg, le long d'une infrastructure routière principale ;
- actualisant le règlement afin d'autoriser la réalisation de l'extension de la zone sur une surface de 2,6 hectares (dont 0,2 hectares de voirie) ;

**Considérant** que la zone concernée ne porte pas atteinte à des zones naturelles reconnues ; que le futur pétitionnaire du projet devra s'assurer de l'absence d'espèces protégées sur le site en procédant à des inventaires complémentaires, et qu'en cas d'impacts résiduels du projet sur des espèces patrimoniales ou leurs habitats, le pétitionnaire devra, avant d'entreprendre tout travaux, procéder à une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (article L.411-1 du code de l'environnement) ;

**Considérant** que le projet se trouve en zone blanche du Plan de Prévention des Risques Naturels pour les inondations (PPRni) du Garon ;

**Considérant** que l'extension fait l'objet de la création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dont l'un des objectifs est de « garantir une cohérence paysagère et architecturale et un aménagement qualitatif d'entrée de ville » ;

**Considérant**, au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mornant (69), n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mornant (69) dans le cadre d'une déclaration de projet, objet de la demande n°2018-ARA-DUPP-00912, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

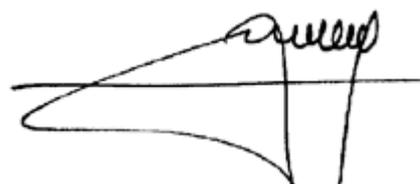
**Article 2**

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

**Article 3**

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'François Duval', written over a horizontal line.

François DUVAL

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1